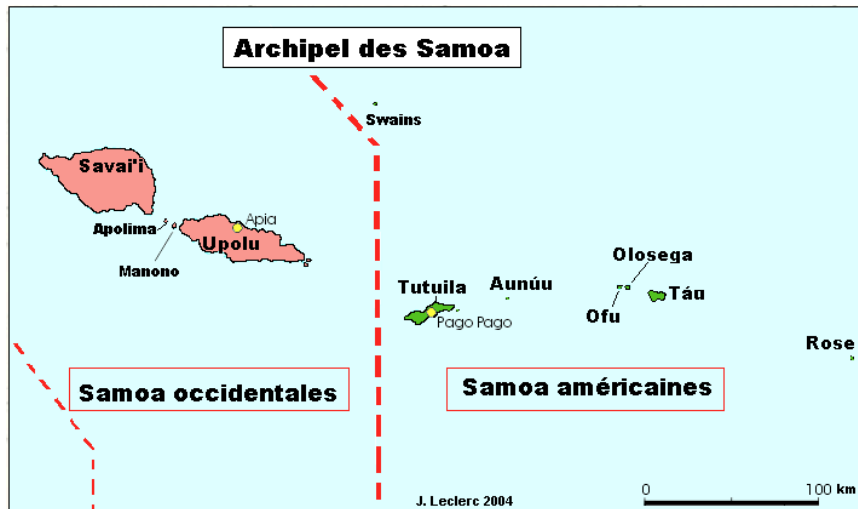


État indépendant de Samoa

Joshua Cooper

Il y a deux entités Samoa dans le Pacifique :

- Les Samoa occidentale, un État indépendant
- les Samoa américaine toujours sous domination état – unienne



L'État indépendant Samoa a été le second (après le Royaume de Tonga), État insulaire du Pacifique à garantir le droit à l'autodétermination et à l'indépendance en Océanie au cours du XX^{ème} siècle (1962).¹

La population du Samoa est estimée à 198.414 personnes.² Les données démographiques des Samoa sont: Samoan 96%, Euronesiens 2% (personnes d'ascendance européenne et polynésienne), et autres 1,9%.³

Grâce à des décennies d'actions directes de manifestations non violentes via le mouvement *Mau*, combinées à des délégations répétées à la Société des Nations et plus tard aux Nations Unies, et face à une violente oppression, les peuples autochtones du Samoa ont obtenu un siège aux Nations Unies en tant que membre à part entière en 1976.⁴

Le Samoa s'est initialement abstenu lors du vote en faveur de l'adoption de la Déclaration des Nations Unies des droits des peuples autochtones (DNUDPA) en 2007; cependant, il ont depuis exprimé leur soutien⁵.

Lorsque l'État Indépendant de Samoa a obtenu son indépendance, il a créé un État-nation moderne respectant l'état de droit. Cependant, le Samoa a conservé la *fa'a Samoa* (culture traditionnelle) dans les structures politiques et dans sa Constitution. Les *Matai* (chefs traditionnels) peuvent se présenter aux élections au *Fono* (parlement monocaméral).

Le Parti de la protection des droits de l'homme (HRPP) est au pouvoir depuis 1982 et a soutenu des mesures spécifiques vers des valeurs universelles d'égalité. Le suffrage universel a été introduit en 1990, accordant aux femmes le droit de vote pour la première fois. En 2013, la Constitution a été amendée garantissant aux femmes cinq sièges au *Fono*. La loi de 2013 *Komesina o Sulufaiga* (Ombudsman) a élargi le mandat de

la loi *Komesina o Sulufaiga* à partir de 1989 pour inclure l'Institution nationale des droits de l'homme du Samoa (INDH). L'institution indépendante s'est vu confier trois fonctions principales: la bonne gouvernance, les droits de l'homme et une unité spéciale d'enquête.

Mise à jour en 2020

L'État Indépendant de Samoa maintient son attachement au mécanisme des droits de l'homme des Nations Unies, en garantissant à la société civile un espace pour soulever des préoccupations et coordonner des campagnes en faveur des droits de l'homme. Au cours du deuxième cycle de l'Examen périodique universel (EPU) de 2016, l'État Indépendant de Samoa a reçu 129 recommandations.⁶ L'une d'elles a appelé au renforcement de l'Institution nationale des droits de l'homme (INDH) et à la mise en œuvre de toutes les recommandations formulées par le Rapport sur les droits de l'homme de l'INDH en 2015, y compris la protection des droits fonciers des communautés autochtones.⁷

Les principales préoccupations soulevées depuis l'EPU de 2016 concernent :

- un projet de loi modifiant la Constitution qui déclare Samoa nation chrétienne (2017) et
- le statut des droits des femmes, en particulier en prenant note des conclusions de l'étude sur la sécurité de la famille de Samoa, qui a été lancée pour la deuxième fois et qui a constaté un nombre alarmant de cas de violence contre les femmes, atteignant 60%.⁸

Le Groupe de travail du *Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes dans la loi et la pratique* a également effectué une visite de 10 jours au Samoa en 2017 et a conclu qu'il y avait un besoin pour une réflexion et un débat publics sur les préjugés appelant à une stratégie nationale cohérente.

Le Groupe de travail de cinq membres a également discuté de la manière dont un cycle de violence commence par des châtiments corporels normalisés. Ceci est répandu chez les hommes qui, victimes enfants, continuent à répéter le schéma à l'âge adulte.⁹ Ces questions ont également été soulevées par la société civile tout au long de l'année 2020.

Samoa a mené des actions dans le domaine des droits de l'homme par le biais de deux principaux mécanismes mondiaux en 2020 :

- Il a accueilli la 84^{ème} session extraordinaire du Comité des droits de l'enfant (CRC-84), au cours de laquelle plus de 100 jeunes se sont engagés avec le Comité dans ce qui était le premier examen régional organisé en dehors de Genève.¹⁰
- il a subi virtuellement son deuxième examen local volontaire au Forum politique de haut niveau des Nations Unies.¹¹ au cours duquel il a présenté sa vision et son expérience de la réalisation des droits consacrés dans les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

84^{ème} session extraordinaire du Comité des droits de l'enfant (CRC)

Samoa est devenu le premier État à accueillir un organe de traité des droits de l'homme des Nations Unies chargé d'examiner les membres d'une région. L'essence de cet exercice exceptionnel était de placer les personnes au cœur de la Convention des

Nations Unies relative aux droits de l'enfant et il fait partie du pilotage des efforts de l'ONU pour accueillir des réunions en dehors du siège de l'ONU à Genève. Il contribue donc à construire un meilleur modèle de participation et d'implication dans les processus des Nations Unies, non seulement dans le Pacifique mais dans le monde entier.

Samoa est également le premier État insulaire des îles du Pacifique à être membre de l'une des neuf institutions de base des traités relatifs aux droits de l'homme. Le juge Vui Nelson est la seule personne du Pacifique à être membre à part entière d'un comité. Le juge Nelson a également joué un rôle diplomatique pour convaincre le Haut-Commissariat des Nations Unies de faire preuve d'audace et d'accueillir la session dans la région du Pacifique.¹²

L'engagement du Samoa en 2019 en faveur de la décentralisation de ces réunions a été une première étape cruciale vers la réalisation de cet appel de plusieurs décennies. La session de l'organe de traité régional a rapproché le processus des détenteurs d'obligations et des titulaires de droits à Apia, Samoa, ce qui a abouti à un événement historique qui s'est déroulé du 2 au 6 mars 2020.¹³

Au début de la session, une attention particulière a été portée à la coutume locale. Le 2 mars, alors que le soleil se levait sur l'océan Pacifique, le président de la Commission des Droits de l'Enfant (CDE) de l'ONU a soulevé une coquille de noix de coco d'«'ava» au-dessus de sa tête devant le *matai* assemblé pour lancer la 84^{ème} session extraordinaire de sensibilisation de la CDE. La cérémonie traditionnelle «'ava» a honoré les membres de la CDE et a insufflé la vie à un plus grand engagement communautaire avec le comité mondial dans «l'intérêt supérieur de l'enfant».

Outre le caractère historique de cette réunion décentralisée, le Comité a examiné un nombre record d'États insulaires du Pacifique : les îles Cook, les États fédérés de Micronésie et Tuvalu, et a élaboré une liste de questions pour Kiribati. Le Comité a accueilli de nombreuses sessions formelles et informelles avec plusieurs collèges et universitaires sur des questions importantes dans les pays insulaires - violence domestique, peine capitale, justice entre les sexes, développement durable et crise climatique.

En préparation de l'événement, et tout au long de 2020, Samoa s'était déjà concentré sur les droits de l'enfant avec un concours national entre 10 écoles locales pour débattre des thèmes de l'événement parallèle à venir. Six jeunes exceptionnels choisis parmi ces compétitions ont agi en tant que modérateurs pour les événements parallèles. Ceux-ci ont attiré des membres du Comité ainsi que des parties prenantes de toute l'Océanie. Au total, plus de 700 personnes ont pris part aux discussions (*talanoa*) publiques parallèles, qui portaient sur des sujets allant des «droits de l'homme, culture et religion» aux «droits des enfants à la santé» et à la «protection contre les mauvais traitements et la négligence».

La CDE/UN a été la première réunion tenue en 2020. La 84^{ème} session est devenue la dernière session en présentiel pour tous les participants. C'était une caractéristique majeure, avec zéro cas de COVID-19 à l'aube de la pandémie mondiale.

Samoa au Forum politique de haut niveau des Nations Unies

Le Samoa a continué de participer à des rassemblements mondiaux tels que le Forum politique de haut niveau des Nations Unies en juillet 2020, représentant les principaux défis auxquels sont confrontés les peuples autochtones du Samoa. Le processus d'Examen Périodique universel (EPU) a permis au gouvernement samoan de présenter pendant 20 minutes la manière dont le Programme 2030 est mis en œuvre, tandis que la société civile a soulevé des questions et fait des recommandations pour y parvenir.

Le Samoa a présenté un message préenregistré, tandis que la société civile est restée éveillée jusqu'au petit matin pour interagir directement - posant des questions et des recommandations concernant les priorités des peuples autochtones. La société civile s'«est particulièrement préoccupée des préparatifs du troisième cycle de l'EPU en 2021

En outre, les Samoans sont toujours confrontés à des violations des droits de l'homme liées à la violence sexiste, malgré les progrès accomplis pour y remédier, comme indiqué ci-dessus. La société civile a également attiré l'attention sur la violence liée aux châtiments corporels et ses effets, en particulier le lien avec un comportement violent plus tard dans la vie.

Contestation constitutionnelle et séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire

La société civile a également exprimé sa grave préoccupation face au transfert des juges de la Cour suprême, hors du contrôle du Parlement, à une commission des services judiciaires, qui, selon elle, porte atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Le Barreau a fait part de ses préoccupations concernant l'indépendance du pouvoir judiciaire: «Le sous-comité du SLS [*Samoa Law Society*] a affirmé que, en plus de supprimer la surveillance par la Cour suprême des droits constitutionnels, les projets de loi [*Constitution Amendment Bill 2020, Land and Titles Bill 2020* et le projet de loi sur la magistrature 2020] ont sapé la séparation des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) inscrits dans la Constitution et affaiblissent l'indépendance de la justice.»¹⁴ La préoccupation a également été soulevée auprès du Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'indépendance des juges et des avocats.

Faire face à la crise climatique

Le climat et la crise climatique sont restés un problème majeur qui a de nouveau été souligné en 2020. La société civile a appelé à une plus grande urgence dans la politique nationale et la mise en œuvre de l'Accord de Paris, exhortant le gouvernement et les détenteurs d'obligations à maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2 ° C et de poursuivre tous les efforts pour limiter l'augmentation de la température à 1,5 ° C.

Notes and références

1. Ghai, Yash. "Reflections on Self-Determination in the South Pacific." In *Self-Determination*, edited by Clark, Donald and Robert Williamson, 173-199 London: Palgrave Macmillan, 1996. https://doi.org/10.1007/978-1-349-24918-3_10
2. Worldometer. "Countries in the world by population (2021)." 2021. <https://www.worldometers.info/world-population/population-by-country/>, Data produced by United Nations,

- Department of Economic and Social Affairs, Population Division. World Population Prospects: The 2019 Revision.
3. CIA, The World Factbook. "Samoa." 25 February 2021. <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/samoa/#people-and-society>
 4. United Nations. "List of Member States: S". Accessed 27 November 2020. <https://www.un.org/en/member-states/#gotoS>
 5. UNPFII - United Nations Permanent Forum On Indigenous Issues. "UNITED NATIONS DECLARATION ON THE RIGHTS OF INDIGENOUS PEOPLES." March, 2008. Accessed 3 March 2021. <https://web.archive.org/web/20120120122457/http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/en/declaration.html>
 6. OHCHR. "Universal Periodic Review – Samoa." 3 May 2016. <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/WSindex.aspx>
 7. Samoa National Human Rights Institution. "State Of Human Rights Reports." 2015. <https://ombudsman.gov.ws/state-of-human-rights-reports/>
 8. Berrell, Jacqui. "Samoa's Historic Inquiry into Family Violence Sparks A National Conversation." UN Women Asia and the Pacific, 2017. <https://asiapacific.unwomen.org/en/news-and-events/stories/2017/11/samoas-historic-inquiry-into-family-violence>
 9. United Nations, Human Rights Council. "Report of the Working Group on the issue of discrimination against women in law and in practice on its mission to Samoa." A/HRC/38/46/Add.1, 14 May 2018. <https://undocs.org/A/HRC/38/46/Add.1>
 10. APIA. "84th Extraordinary Outreach Session of the Committee on the Rights of the Child Comes to Pacific Providing Important Regional Awareness Opportunity." The Pacific Community, 24 January 2020. <https://www.spc.int/updates/news/2020/01/84th-extraordinary-outreach-session-of-the-committee-on-the-rights-of-the>
 11. Government of Samoa, SDG Taskforce. "Samoa's Second Voluntary National Review Report For Implementation Of Sustainable Development Goals." 2020. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/26429Samoa_Samos2ndVNR2020reduced.pdf
 12. Asia Pacific Forum of National Human Rights Institutions. "Landmark Treaty Body Session to be held in Apia." 27 October 2019. <https://www.asiapacificforum.net/news/landmark-treaty-body-session-be-held-apia/>
 13. Bowe, Ashley and Joshua Cooper. "Putting People at The Heart of The Human Rights Treaty Body System." Open Global Rights, 17 June 2020. <https://www.openglobalrights.org/putting-people-at-the-heart-of-the-human-rights-treaty-body-system/>
 14. Godfrey, Dominic. "Samoa Law Society Says Govt Could Undermine Constitution." RNZ, 27 April 2020. <https://www.rnz.co.nz/international/pacific-news/415234/samoa-law-society-says-govt-could-undermine-constitution>

Joshua Cooper est chargé de cours au Kamakakūokalani Center for Hawaiian Studies de l'Université d'Hawaï et au Département de science politique de l'UH West O'ahu. Il enseigne également à la *Global Leadership Academy for Human Rights Advocacy* et agit en tant que directeur exécutif d'*Oceania Human Rights*.

Source : IWGIA *The Indigenous World 2021*

Traduction par le GITPA et validation par **Aurélié Condevaux**, membre du réseau des experts du GITPA pour la région Pacifique